

2

Évolution économique récente aux Philippines

L'entrée en vigueur d'un grand nombre de réformes structurelles a permis à l'économie des Philippines d'effacer la quasi-totalité des traces de la crise économique et financière que le pays avait connue durant la période 1984-1986. La croissance du PIB a amorcé sa remontée en 1986 avec une hausse de 1,8 %. L'économie a progressé beaucoup plus rapidement par la suite alors qu'elle a affiché des taux de croissance de 5,9 % en 1987 et de 6,7 % en 1988. Cette reprise s'est poursuivie en 1989, mais à un rythme un peu plus lent (5,7 %). La production a augmenté dans un grand nombre de secteurs. La production agricole qui avait chuté en 1987 à cause des pertes causées par la sécheresse et les typhons s'est ressaisie en 1988 pour augmenter légèrement en 1989 (4,7 %). L'agriculture, la foresterie et la pêche sont les éléments les plus importants de la croissance du PIB aux Philippines et représentent environ 50 % de l'emploi total du pays. Le secteur industriel a continué de croître rapidement; il a affiché une croissance moyenne de 8 % en 1987. Le secteur manufacturier représente environ le quart du PIB.

La reprise économique des dernières années était due à une forte croissance tant de la demande intérieure que de l'investissement. Par contre, l'adoption de politiques budgétaires et monétaires expansionnistes pour stimuler les investissements et pour tenir compte de plusieurs rondes de hausses salariales, surtout en 1989, a mis en branle la spirale inflationniste. Le taux annuel d'inflation, qui était resté sous la barre de 9 % jusqu'au milieu de 1989, atteint maintenant près de 13 %. L'intérêt grandissant des investisseurs est manifeste si l'on fait appel à l'augmentation rapide du ratio investissement/PIB qui tournait autour de 13 % en 1986 par rapport à un peu moins de 19 % aujourd'hui. L'investissement a surtout porté sur le secteur de la construction et sur l'accroissement de la capacité industrielle pour mieux faire face à la croissance des exportations.

La croissance économique récente est également attribuable, en grande partie, à la réforme en profondeur de la politique économique mise de l'avant par le gouvernement Aquino depuis son arrivée au pouvoir en 1986. Cette réforme comprenait le démantèlement des monopoles des grandes familles dans le secteur agricole, la privatisation, la libéralisation des politiques commerciales, une réforme du secteur de

la finance et une aide aux exportations. Ces réformes importantes se sont mises en branle dès que le gouvernement des Philippines a conclu des accords de rééchelonnement de sa dette avec des créanciers tant gouvernementaux que privés. Au début de 1990, les Philippines sont devenus le premier pays, après le Mexique, à signer un accord de réduction de sa dette avec ses créanciers dans le cadre du plan Brady. En 1989, la dette des Philippines s'élevait à 32,7 milliards de dollars.

Le commerce des marchandises a presque doublé depuis 1985, mais la croissance des importations a devancé celle des exportations. La balance du compte courant, qui a affiché un excédent exceptionnel en 1986, était de nouveau déficitaire en 1987. La croissance de 27 % des importations en 1989 a fait diminuer le déficit du compte courant à près de quatre fois (2 milliards de dollars) son niveau de 1988. Les réserves officielles brutes qui représentaient l'équivalent de 3,6 mois d'importation de biens et de services à la fin de 1986 n'atteignaient plus que l'équivalent de 1,9 mois d'importation en 1989. Étant donné que la banque centrale est tenue de maintenir des réserves équivalant au moins à 3 mois d'importation, elle a été forcée de soutenir le *peso* dont la valeur n'a cessé de diminuer par rapport à celle d'autres monnaies importantes.

Les perspectives de croissance réduites en 1990 peuvent tenir de l'incertitude qui entoure la stabilité politique à long terme aux Philippines, une hausse probable du déficit budgétaire du gouvernement, des taux d'intérêt élevés (près de 25 %), une inflation galopante et un déficit commercial à la hausse. De plus, le ralentissement économique causé par le tremblement de terre de juillet dernier et la crise pétrolière du Moyen-Orient pourraient avoir des effets néfastes sur les Philippines. Malgré ce climat économique, la croissance du PIB devrait se situer dans une fourchette relativement élevée de 4 % à 5 %. De nouveaux progrès sur le plan de la politique macroéconomique et une plus grande stabilité politique sont des défis importants que le gouvernement devra relever s'il veut atteindre les grands objectifs et les grandes stratégies de développement économique et social qu'il s'est fixés dans la mise à jour du Plan de développement à moyen terme des Philippines (1990-1992) qui est actuellement mis en application.